

LES BERBÈRES À LA CONQUÊTE DE LEUR HISTOIRE

Par Maxime Ait Kaki [*]

Savamment brandi par les autorités maghrébines, le « péril islamiste » a éclipsé toutes les autres dynamiques de recomposition sociologique et politique, pourtant réelles, qui travaillent en profondeur l'Afrique du Nord. L'Algérie et le Maroc sont ainsi en butte à une puissante contestation des populations berbères, qui demandent la reconnaissance officielle de leur langue : le tamazight. Le soulèvement d'avril-mai 2001 en Kabylie, une région à la pointe de ce combat, n'est qu'un des multiples aspects d'un phénomène souvent minimisé à tort par les analystes, sous prétexte qu'il plongerait ses racines dans une crise sociale. Or, si le terreau du nationalisme a toujours été le marasme économique, le refus des revendications berbéristes favorise la mutation de l'ethno-linguisme berbère en un nationalisme qui « inclut la possibilité d'une rupture de l'idée nationale »[1].

Depuis le « printemps berbère » d'avril 1980, qui a vu les Kabyles se mobiliser autour des mots d'ordre : « Nous sommes des Berbères, pas des Arabes », « le tamazight à l'école », la fièvre s'est étendue du Maroc jusqu'aux îles Canaries. En 1995, un Congrès mondial amazigh (CMA) est fondé à Saint-Rome de Dolan (France). Cette ONG berbère, première du genre, se donne pour but « la défense et la promotion de l'identité culturelle de la nation amazigh », une notion qui déborde désormais le cadre national pour revêtir un caractère de plus en plus transnational, voire international. Elle est porteuse d'un risque de déflagration généralisée à plus ou moins long terme.

Si les États maghrébins ont pris la mesure de la menace en reconnaissant, à partir de 1994, « le caractère berbère de la société »[2] et en préconisant l'enseignement du tamazight « au moins au niveau du primaire »[3], ces concessions n'ont toujours pas trouvé de traduction constitutionnelle. Pour les autorités, la « carte berbériste » est souvent utilisée comme un moyen tactique, en contre-poids à l'islamisme. À l'intérieur, le laïcisme du discours berbériste permet d'attirer les sympathies des courants « éradicateurs » de tous bords ; à l'extérieur, il lui confère un visage démocratique auprès de l'opinion internationale. Si le nationalisme d'État maghrébin a su, hier, faire siens le socialisme, l'arabisme et l'islamisme, pourquoi n'en ferait-il pas autant aujourd'hui avec le berbérisme ? Nul doute qu'une accentuation de la pression berbériste sur les fronts trans- et internationaux ne fera que renforcer la logique contraire de « nationalisation » du berbérisme.

La notion de « Berbères » est polysémique. S'agit-il d'un groupe ethnique uni par une histoire et des ancêtres communs ? D'un espace culturel transnational aux traits identitaires similaires : langue, coutumes, religion... ? D'un ensemble de « minorités » dissociées au sein d'un même groupe ethno-culturel, aptes à prétendre à une vie commune nationale ?

Les historiens, de Salluste à Charles-Robert Ageron en passant par Ibn Khaldoun, s'accordent à définir les Berbères comme les populations originelles d'Afrique du Nord. S'ils ont pu s'insérer un temps dans le « concert des nations », s'ils ont fourni des légions de vaillants soldats, produire des penseurs de renom tels que Saint-Augustin, Appulé, etc., ils ne l'ont fait qu'en tant qu'éléments romains ou romanisés, byzantins, andalous, arabo-musulmans, et enfin maghrébins. En dehors de ces diverses allégeances, toutes aussi « extérieures » les unes que les autres, ils n'ont jamais eu véritablement d'existence propre, ni revendiqué de souveraineté ; ou alors ce fut au nom d'autres nations ou civilisations. Il en va ainsi des royaumes numides, almoravides et almohades, ou de l'éphémère « république du Rif » d'Abdelkrim, en 1926 au Maroc. Cette absence de structuration politique authentiquement berbère a facilité la succession des plus grands empires : phénicien, romain, byzantin, arabe,

espagnol, ce qui a fait de la matrice identitaire berbère une peau de chagrin. Didier Nébot déplore la disparition du « judaïsme berbère, [culte qui] a commencé son existence avec les Phéniciens »[4] pour atteindre son apogée au VIIe siècle avec la Kahéna, reine juive-berbère des Aurès. Le seul vestige de cette longue histoire est la langue, qui reste a priori le fondement même de la berbérité. Mais celle-ci, du fait du morcellement géographique, est fragmentée en une kyrielle de nationalités.

La berbérophonie représente environ 18 millions d'individus, concentrés dans deux foyers. On compte dix millions de locuteurs au Maroc (35% à 45% de la population totale), répartis dans les zones montagneuses du Rif (nord), du Moyen et Haut-Atlas (centre), de l'Anti-Atlas et du Sous (sud). Ils sont six à sept millions en Algérie, principalement en Kabylie (6 millions) et en pays chaoui dans les Aurès (moins d'un million de personnes), avec quelques poches dans le sud, notamment dans le Mzab avec la communauté musulmane d'obédience kharidjite (100 000 personnes).

Construction nationale et stigmatisation minoritaire

Jusqu'au premier tiers du XXe siècle, la notion de « berbère » relève exclusivement du regard colonial. Ce n'est qu'ensuite que les discours indigènes commencent à en faire mention. L'élément détonateur est certainement le « dahir berbère »[5]. Cette ordonnance du 16 mai 1930, préparée à l'initiative du Résident général du protectorat du Maroc et signée par le sultan Mohamed Ben Youssef, prévoit de soumettre les populations du Haut-Atlas aux juridictions berbères, au détriment de la loi coranique. Perçu comme une imposture fomentée par une puissance coloniale « impie » en terre d'islam, le dahir déclenche une fronde anti-berbère et une vaste mobilisation au nom de l'islamité et de l'arabité du Royaume. Il s'en suit la création d'un Comité d'action marocain (CAM), embryon du nationalisme marocain, qui trouvera dans la tradition scripturale islamique la substance de son idéologie. Puisque l'arabe est la langue de la révélation, puisque le Maghreb est par définition musulman, toute autre conception de la nation est une hérésie. Héritage négatif du mouvement national marocain, le dahir berbère explique pour partie le « retard » de l'émergence d'une conscience identitaire berbère au Maroc.

Du côté algérien, le clivage arabe-berbère refait surface en 1949. Pour contrecarrer les positions arabistes de leur leader Messali Hadj (originaire de Tlemcen), un groupe de militants kabyles de la Fédération de France du PPA-MTL[6] fait adopter une motion défendant « l'algérianité de l'Algérie ». La réaction est sans appel. Les Kabyles sont systématiquement évincés des instances nationalistes algériennes. Hocine Aït Ahmed est remplacé par Ahmed Ben Bella à la tête de l'Organisation spéciale (OS). Des dizaines de militants sont exécutés sommairement (Amar Ould Hamouda, Ouali Bennaï...), accusés d'être des « berbéristes enfants des Pères Blancs ». Les purges anti-Kabyles atteignent leur sommet en 1956 avec l'assassinat de Ramdane Abbane, l'idéologue de la « révolution algérienne ». Homme à poigne, laïc, Abbane est l'inspirateur de la plate-forme de la Soummam, le document fondateur du nationalisme algérien moderne, qui affirme : « La Révolution algérienne n'a pas pour but de jeter à la mer les Algériens d'origine européenne, mais de détruire le joug colonial inhumain. Elle n'est pas une guerre civile ni une guerre de religion. Elle veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une république démocratique sans discrimination ».

La persécution est aussi géographique. Craignant une prééminence, voire une trop grande autonomie de la Kabylie, région dont le dispositif militaire contre la France était probablement le mieux structuré, Mohammed Boudiaf – fondateur du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) – tente en 1954 de fusionner la Kabylie et l'Algérois. Il n'y parvient pas (l'organigramme de l'OS fait de la Kabylie une des cinq grandes zones militaires

ou mintaqat, aux côtés de l'Algérois, de l'Oranie, du Nord-constantinois et des Aurès), mais son dessein sera réalisé au surlendemain de l'indépendance algérienne. Lorsqu'en 1963, le FFS d'Aït Ahmed prend le maquis en Kabylie pour dénoncer le projet constitutionnel élaboré au pas de charge par Ahmed Ben Bella (il proclame l'arabité de l'Algérie et confère au FLN la primauté du pouvoir), l'armée est envoyée sur place. Des centaines de Kabyles sont tués et blessés. Les têtes du FFS sont arrêtées et jetées en prison.

La résurgence du fait identitaire berbère dans les années 1960 est le fait d'une poignée d'intellectuels kabyles francophones qui ne trouvent pas leur place dans une société algérienne en proie à une arabisation forcée. Censurés, pourchassés, ils ont choisi la clandestinité ou pris le chemin de l'exil. Parmi eux : Mouloud Mammeri. Ce professeur de berbère à l'université d'Alger – où son cours est provisoirement toléré par le régime du président Haouari Boumédiène, avant son interdiction définitive en 1973 –, était un véritable pôle d'agrégation du berbérisme, attirant toute une génération d'étudiants venus de l'Algérois et de Kabylie pour découvrir les vertus scripturales d'une langue berbère « savante » dont ils ignoraient tout ou presque. Le passage du berbère à l'écrit est indissociable des contributions de ce chercheur. Mammeri a notamment traduit les Isefra, oeuvre magistrale du poète populaire kabyle Mohand U Mhand, dont il a tiré une étude de Grammaire berbère, éditée en kabyle et en français.

Dans un autre registre, Taos Amrouche joue un rôle de premier plan. Chrétienne, kabyle francophone, née à Tunis en 1913, celle que l'on surnomme le « merle blanc de Kabylie » libère irrévocablement de leur carcan villageois le chant et la poésie kabyles, auxquels elle donne une stature universelle. Installée à Paris avec ses parents et son frère Jean dès le lendemain de la deuxième Guerre mondiale, la diva se fait très vite remarquer en animant l'un des principaux programmes kabyles de la Radiodiffusion française, intitulé « l'Étoile de chances ».

En 1967, un groupe de Kabyles, dont Taos Amrouche et Mouloud Mammeri lancent, à Paris l'Académie berbère d'échanges et de recherches culturels (ABERC). L'association se réclame de principes « universels » et se donne pour but la promotion des cultures minoritaires. Mais, trop élitiste, elle n'a pas d'impact sur les Kabyles. Il en ira autrement de l'Académie berbère (AB), qui prend le relais deux années plus tard. Fondée par des militants kabyles décidés, en rupture totale avec le modèle idéologique algérien, l'AB est intimement liée à la trajectoire de Mohand-Aarav Bessaoud, l'un de ses principaux initiateurs. Officier de l'Armée de libération nationale (ALN) durant la guerre d'Algérie, il s'oppose au régime de Ben Bella en prenant une part très active à l'insurrection kabyle du FFS de 1963-1965. Jusqu'au-boutiste, il est l'un de ceux qui dénonceront le plus fermement les accords de cessez-le-feu conclus le 16 juin 1965 par Aït Ahmed avec les autorités algériennes. Ratissant dans les milieux populaires de l'immigration kabyle parisienne (usines, cafés...), l'AB a une vocation avant tout idéologique. Au-delà du travail de codification linguistique, elle s'investit dans une vaste entreprise de propagande : réhabilitation de la graphie tfinagh (ensemble d'alphabets consonantiques utilisés par les Touaregs), lancement du drapeau tricolore (bleu, vert et jaune) et de toute une iconographie berbère (double trident devenu depuis le symbole de la berbérité), etc.

Le mouvement trouve une audience en Libye, au Maroc, en pays touareg (Niger, Mali). Sa publication mensuelle Imazighen (Berbères) connaît un franc succès. Mais son discours, empreint du Dogme de l'Immaculée Conception, l'entraîne parfois dans des dérives racistes outrageantes, comme lorsqu'il demande : « Devrions-nous accepter que notre pays soit arabe, avec tous les inconvénients et toutes les tares que cela entraîne ? »[7]. En dépit de ses excès qui en ont fait, aux yeux de certains, une organisation « d'extrême droite », l'AB a joué un rôle déterminant dans la problématisation de la question berbère contemporaine. Qu'il s'agisse de l'outillage symbolique (emblèmes, signes, alphabets tfinagh), du cadre

idéologique (primat de la langue et de la culture), l'association a indubitablement préparé le terreau du « printemps berbère » de 1980. Elle a réussi à imposer l'idée que les Berbères, habitants « authentiques » d'Afrique du Nord, formaient un peuple à part entière, fondamentalement distinct des « colonisateurs » arabes, et voué tôt ou tard à recouvrer sa souveraineté.

Du « printemps kabyle » au « printemps berbère »

Jusqu'en 1980 cependant, la revendication berbériste en Afrique du Nord reste souterraine, groupusculaire et épisodique. Ses rares lieux d'expression sont les enceintes sportives : ainsi, en juin 1977, lors de la finale de la coupe d'Algérie de football, remportée par le club de la Jeunesse sportive kabyle à Alger, les supporters kabyles, bardés d'emblèmes berbères, conspuent le président Haouari Boumédiène en doublant l'hymne national algérien de chants patriotiques kabyles.

Le soulèvement d'avril 1980 est dit « berbère », mais il est sociologiquement « kabyle ». Il s'est déroulé exclusivement en territoire kabyle, sans faire tâche d'huile, à aucun moment, sur les autres régions berbérophones d'Algérie. En même temps, il n'a épargné aucune frange de la société kabyle. Commencé sur une base principalement estudiantine – c'est l'interdiction d'une conférence de Mouloud Mammeri à la faculté de Tizi-Ouzou sur la « poésie kabyle ancienne » qui met le feu aux poudres –, le mouvement s'étend vite à l'ensemble de la population. Le 16 avril, Tizi-Ouzou, capitale de la Kabylie, est décrétée ville morte. Les usines, commerces, bureaux, écoles sont fermés. Un « comité populaire de coordination » est créé, regroupant les délégués des établissements en grève : facultés, lycées, hôpitaux, y compris des entreprises nationales telles que Sonelec, Sonitex, SNLB ou Onalaït.

Sévèrement réprimés après plus d'un mois de lutte ouverte avec le pouvoir central, les Kabyles n'ont pas obtenu gain de cause. Les promesses, annoncées le 19 septembre 1981 par le ministre de l'enseignement supérieur, Abdelhak Bererhi, concernant la création, à compter de février 1982, de départements de « culture et dialecte populaire » au sein des universités d'Alger, Oran, Constantine et Annaba – on notera que la ville de Tizi-Ouzou est exclue –, sont restées lettre morte, mais un résultat peut être considéré comme acquis : toute une génération de jeunes militants va s'engager spontanément dans la revendication berbériste. Originaires de Kabylie, universitaires pour la plupart et officiellement « apolitiques », ils forment un véritable courant de pensée qui trouvera pour premier terrain d'expression la revue berbérissante Tafsut (le printemps). Cette publication mensuelle, lancée à Tizi-Ouzou en décembre 1983, se veut une tribune de réflexion sur la dynamique d'avril 1980, ouverte à tous les « intellectuels et universitaires berbérophones de l'aire berbère ». Et le nouveau combat politique annoncé par Tafsut va vite s'incarner dans le « Mouvement culturel berbère » (futur MCB), structure informelle « d'Algériens qui ne se reconnaissent pas dans la définition officielle de l'identité nationale et dans le modèle de société autoritaire et centralisé »[8]. Toutefois la teneur identitariste initiale du discours MCB va se délayer, au fur et à mesure de son institutionnalisation, dans la langue de bois « néo-libérale » de l'après-guerre froide : démocratie, droits de l'homme... Les premières assises du MCB, qui se tiennent à Tizi-Ouzou en juillet 1989, illustrent ce glissement : « Le MCB a contribué au développement du processus démocratique, (...) il est partisan de l'ouverture sur les autres dimensions de la culture nationale et de l'universalité »[9].

À la faveur des bouleversements internationaux de 1989-1990, le champ politique maghrébin s'est ouvert. Multipartisme, liberté d'association, libéralisation de la presse sont autant de nouveaux paramètres qui permettent de mieux structurer la question berbère dans l'espace social et politique.

En Algérie, parallèlement aux centaines d'associations berbéristes – principalement kabyles

puis chaouies – qui assument cette revendication, deux partis ont inscrit dans leurs chartes respectives la reconnaissance du tamazight comme « langue nationale et officielle » : le FFS de Hocine Aït Ahmed, réhabilité en 1989 après vingt cinq ans d'exil, et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saadi, issu du MCB. Sociologiquement « kabyles », le FFS et le RCD sont les avocats les plus « légitimes » du berbérisme, mais ils n'en ont pas l'exclusivité. Le Front islamique du salut (FIS) a eu un temps recours aux inscriptions tfinagh pour sa communication. En campagne pour l'élection présidentielle d'avril 1999, Ahmed Taleb-Ibrahimi (un cacique du FLN sympathisant du FIS) soutient que l'Algérie s'est constituée « à partir de sa civilisation musulmane, son authenticité arabe et son patrimoine amazigh ». Cette tentative de détournement de l'offre berbère par des partis « non-Berbères » participe de la même logique de dépossession de l'« amazighité », menée par l'État.

Dans un discours prononcé le 19 novembre 1994, le chef du gouvernement algérien Mokdad Sifi affirme que « l'Algérie ne peut nier l'existence millénaire de l'identité amazigh ». Le 28 mai 1995, la présidence de la République crée un Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), supposé étudier les modalités d'introduction du tamazight dans l'enseignement et la communication. La constitution algérienne adoptée par référendum en 1996 affirme dans son préambule que « les valeurs et les composantes de l'identité algérienne sont l'islam, l'arabité et l'amazighité », mais ne contient aucune autre disposition sur le sujet.

Retombées au Maroc

Si le « printemps kabyle » de 1980 n'a pas véritablement fait tache d'huile sur les régions berbérophones d'Algérie, il a eu des répercussions au dehors, notamment au Maroc. Jusqu'en 1980, le militantisme berbère était marginal dans ce pays. Sa seule véritable structure était l'AMREC, une Association de recherche et d'échanges culturels créée dans le but de promouvoir la « culture populaire » et qui a en effet encouragé la production d'une littérature berbère. Un tournant se produit le 5 août 1991, lorsque six associations signent, à Agadir, une « charte » demandant « la stipulation dans la Constitution du caractère national de la langue tamazight à côté de la langue arabe ». La pression s'accroît avec le défilé du 1er mai 1992 dans la ville d'Errachidia, où des militants d'une association berbériste, Tilleli, scandent : « Tamazight à l'école, tamazight langue officielle ». Sept membres sont interpellés pour « profération de slogans en contradiction avec la constitution » et « incitation à commettre des actes portant atteinte à la sûreté intérieure de l'État ».

Cela dit au Maroc, où un Conseil national de coordination (CNC) regroupant une trentaine d'associations berbéristes a vu le jour en 1994, la mouvance berbériste est très inféodée au makhzen[10], au point de se confondre avec lui. C'est le sens du « Manifeste berbère » publié en mars 2000. Ce document d'une vingtaine de pages, signé par deux-cent-trente-neuf personnalités (universitaires, écrivains, artistes, industriels, cadres...), a été élaboré par Mohamed Chafik, ex-directeur du Collège royal et connu pour ses liens étroits avec le Palais. Il collabore aussi avec la revue berbérissante Tfinagh, dirigée par Ouzzin Aherdan, le fils de Mahjoubi Aherdan (le leader du Mouvement populaire), un proche du Roi. La véhémence du ton du manifeste n'en est que plus frappante : « Les Berbères ne renonceront pas à leur berbérité, et n'auront de cesse de revendiquer que l'amazighité du Maroc soit officiellement reconnue. Au cas où les panarabistes s'obstineraient à la renier, les Imazighens se trouveraient en droit de dénier à leur pays toute prétention à se vouloir arabe. » Récemment encore, lors de la « révolte kabyle » d'avril-mai 2001, des milliers de Berbères du Maroc sont sortis manifester leur soutien au « peuple frère », avec pour slogan : « Il faut corriger l'histoire, nous ne sommes pas arabes ».

Aux Canaries, le Congrès national canarien (CNC) de l'avocat Antonio Cubillo et le Front

populaire pour l'indépendance des Canaries (Frepic-Awañac) de Francisco Javier Gonzáles, s'affirment comme des partis berbères guanches, comme en témoignent leurs sigles et symboles. Tout en revendiquant la souveraineté de l'archipel, le Frepik défend « l'intégration des Canaries au continent africain comme un pari cohérent et indispensable » [11]. C'est d'ailleurs à Tafira (Canaries) que se tiennent, du 27 au 30 août 1997, les premières assises générales du Congrès mondial amazigh (CMA), créé deux ans plus tôt à Saint-Rome de Dolan). Cette ONG, qui revendique « la défense et la promotion de l'identité culturelle de la nation amazigh », porte à sa tête l'écrivain canarien Antonio Félix Martin Hormiga (il succède au président-fondateur Mabrouk Ferkal) et adopte une résolution sur l'autodétermination du peuple canarien, ce qui soulève une levée de boucliers des partis gouvernementaux espagnols. Le Parti populaire (PP) accuse le gouvernement des Canaries d'avoir « subventionné la réunion d'une organisation qui veut semer la confusion autour de l'identité canarienne et (...) réinventer l'identité berbère »[12].

Gênant pour les États, le CMA est en proie à des « infiltrations » diverses. Depuis le 26 juin 1999, les deux principales instances de l'organisation, le Conseil fédéral (CF) et le Bureau mondial (BM), sont en guerre... de légitimité. À l'insu du CF, qui est censé, conformément à l'article 8-alinéa 3 des statuts, « arrêter la politique générale du CMA selon les directives de l'Assemblée générale », le BM convoqua, en août 1999, une « AG du CMA à Lyon » qui vit l'élection d'un « président ». Ce coup de force du BM consacre un dédoublement de fait du CMA. La justice française fut saisie, en janvier 2000, d'une plainte visant à rétablir l'unicité de l'organisation.

Le bilan du printemps 2001

Plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés : le bilan du soulèvement de la Kabylie au printemps 2001 est lourd. Le camouflet est sévère pour un pouvoir algérien en mal de reconnaissance internationale, d'autant que les explications du ministre algérien de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, sont pathétiques : « Les brigades anti-émeutes ont tiré à balles réelles faute de balles en caoutchouc ». Cet acte s'inscrit dans la continuité de l'assassinat mystérieux du chanteur kabyle engagé, Matoub Lounès, en juin 1998, alors que l'on amnistie des terroristes islamistes par milliers.

Certes, la stigmatisation de la Kabylie est une réflexion courante des régimes algériens successifs. Mais le phénomène s'est aggravé depuis le début de la guerre civile. Le spectre islamiste permet à certains cercles du pouvoir de précipiter la région dans un conflit meurtrier. La transplantation de maquis « islamistes » dans les massifs kabyles, la mise sur pied de Groupes de légitimes défense (GLD) locaux à la solde de l'armée plaident en ce sens. Porteuse d'une revendication identitaire spécifique, la Kabylie est devenue la « bête noire » d'un État algérien centralisateur qui refuse de renoncer à ses sacro-saintes valeurs d'arabité et d'islamité. Or, depuis la « crise berbériste » de 1949 jusqu'à la « grève du cartable » de l'année scolaire 1994-1995, en passant par le soulèvement du FFS en 1963 et le « printemps berbère » d'avril 1980, le particularisme kabyle ne fait que s'exacerber. On s'aperçoit que la Kabylie, sociologiquement parlant, « prend ses distances » avec le reste du pays. Certains indices, comme la multiplication des commémorations kabyles, la banalisation des emblèmes (drapeaux tricolores, autres signes distinctifs) et hymnes patriotiques, sont assez révélateurs, mais le comportement électoral de la région est encore plus édifiant. Lors de la consultation du 15 avril 1999, qui a vu l'élection de Bouteflika avec 74% des suffrages, le taux d'abstention en Kabylie a dépassé les 90 %. Il a été de l'ordre de 60 % lors du référendum sur la « concorde civile » organisé six mois plus tard. En fait, les Kabyles ont suivi jusque-là à la lettre les consignes de leurs partis (le FFS de Hocine Aït Ahmed et le RCD de Saïd Saadi) : ils votaient massivement pour eux et s'abstenaient automatiquement en leur absence.

Le pacte entre les Kabyles et « leurs » partis est-il dorénavant rompu ? Lors de la « révolution » d'avril-mai, et de la même manière qu'ils s'en prenaient aux symboles de l'État algérien (gendarmeries, mairies, tribunaux, enseignes en arabe...), les insurgés ont mis à sac des bureaux du FFS et du RCD. La démagogie arabiste du FFS, qui l'a conduit à faire jouer la fibre musulmane – notamment en prenant part à la plate-forme de Sant'Egidio[13], à laquelle le FIS était présent – et à s'armer de tout un lexique de slogans arabes (tels que la hogra ou « mépris »), tout comme la participation du RCD au gouvernement de Bouteflika ont été vécues comme un lâchage. Pour la « génération Matoub », le FFS et le RCD ont troqué « tamazight contre le pouvoir ». Les derniers événements ayant spontanément réactivé les structures politiques ancestrales – assemblées et comités de villages –, les Kabyles demandent aujourd'hui le retrait inconditionnel de toutes les forces policières et militaires, perçues comme des forces « coloniales ». À Paris, où vit une forte diaspora kabyle (plus d'un million de personnes), un groupe d'intellectuels dirigés par Salem Chaker, professeur à l'Inalco, vient de lancer un appel pour « une large autonomie [qui] permette à [la Kabylie] de vivre enfin dans la dignité et la sécurité ».

Pour n'avoir pas été satisfaite à temps, la revendication berbériste peut déboucher sur des velléités séparatistes des régions berbérophones les plus en pointe dans le combat, comme la Kabylie. En trente ans, la dynamique de « reberbérisation des Berbères », initiée par les animateurs du printemps kabyle et leurs aînés de l'Académie berbère, n'a fait que prendre de l'ampleur, au point de déborder le cadre national : d'infra nationale, la « question berbère » prend de plus en plus une tournure trans- voire internationale. Si le risque d'une déflagration généralisée est infime dans l'immédiat, il reste virtuellement possible à plus ou moins long terme. Le processus de contagion à l'échelle panberbère ne cesse de gagner du terrain. Avec un poids démographique d'une vingtaine de millions d'individus, rien n'interdit d'imaginer un renversement de la donne géopolitique en Afrique du Nord.

Cf. note sur Makhzen.

Ajouter note sur San Egidio

Source : *Géopolitique Africaine* No 3, Été 2001

<http://www.african-geopolitics.org>

<Dernière consultation : 02/12/2007>

[*] Journaliste, doctorant en sciences politiques à l'université de Paris Panthéon-La Sorbonne.

[1] La langue berbère dans le champ politique maghrébin. Le cas algérien : rupture ou continuité ? in *Langues et pouvoir*, sous la direction de Salem CHAKER, Edisud, Paris, 1998.

[2] *Le Matin*, Alger, 20 novembre 1994.

[3] Allocution du roi Hassan II du 20 août 1994.

[4] Didier NEBOT, *Les tribus oubliées d'Israël. L'Afrique judéo-berbère, des origines aux Almohades*, Romillat, Paris, 1999.

[5] En matière de droit pénal, l'article 6 prévoit que « les crimes commis en pays berbère, quelle que soit la condition de l'auteur », sont jugés par les tribunaux français.

[6] Parti du peuple algérien (PPA) - Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

[7] Mohand-Aarav BESSAOUD, Le FFS : espoir et trahison, FNAR (Première édition, Imprimerie Cary, Colombes, 1963), Paris.

[8] Saïd SAADI et Salem CHAKER, Qu'est-ce que le mouvement culturel berbère algérien? Quelques réflexions sur sa nature et ses objectifs, in Tafsut, n° 1, décembre 1983, Tizi-Ouzou.

[9] Document final des premières assises du Mouvement culturel berbère. Tizi-Ouzou, du 1er au 24 juillet 1989.

[10] Le makhzen désigne le système politique et administratif du Maroc d'avant la colonisation, tournant autour du sultan, et qui subsiste encore en grande partie aujourd'hui.

[11] Comité National du Frepik-Awañak qui s'est tenu à Fortventura en février 2000.

[12] Canarias, 2 septembre 1997.

[13] Entre le 8 et le 13 janvier 1995, la communauté catholique de Sant'Egidio (Vatican) organisa une réunion pour trouver une solution pacifique à la crise algérienne. Quatre formations politiques classiques (FFS, PT, MDA, FLN) et deux d'obédience islamiste (FIS et Ennahda) y ont pris part.